

<http://www.ujfp.org/spip.php?article3773>



Plus que jamais, il faut combattre l'islamophobie

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: jeudi 15 janvier 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Tribune parue dans le journal Le Monde daté du 16 janvier 2015

L'attaque contre *Charlie Hebdo* a suscité une émotion légitime dans tout le pays. Rien ne justifie un tel crime ; rien ne justifie que l'on s'en prenne à une rédaction ; rien ne justifie que l'on assassine des journalistes, des policiers, de simples citoyens, certains parce qu'ils sont juifs. Nous ne savons pas s'il y aura un « avant » et un « après » ce 7 janvier, mais il est vital que s'ouvre un débat sur l'avenir commun que nous voulons.

Celui-ci a commencé, mais il s'engage dans une voie dangereuse, celle d'accuser les critiques de *Charlie Hebdo* d'être, plus ou moins directement, responsables des morts du 7 janvier. Écoutons Jeannette Bougrab, ancienne secrétaire d'Etat sous la présidence de Nicolas Sarkozy : « *A force de les pointer du doigt, de dire qu'à Charlie Hebdo ils sont des islamophobes, qu'ils détestent l'islam (...). Je pense aux Y'a bon awards et aux Indigènes de la République, bien sûr qu'ils sont coupables. Je le dis et j'assume mes propos.* »

Ce type d'argument est régulièrement développé par l'essayiste Caroline Fourest. Il a été repris dans une tribune du *Monde* ([9 janvier](#)) par Christophe Ramaux, qui insiste sur la responsabilité des organisateurs et des participants - du Parti des indigènes de la République à *Politis*, en passant par Edwy Plenel et Attac - à un colloque, le 13 décembre 2014, contre l'islamophobie (auquel Ramaux n'a visiblement pas assisté).

Ces attaques cherchent à nous enfermer tous dans des choix binaires (pour *Charlie Hebdo* ou pour les terroristes), à criminaliser ceux qui se mobilisent contre l'islamophobie, ceux qui ont critiqué l'hebdomadaire satirique, en les traitant de complices des assassins. Elles reviennent à refuser le droit à la critique, ce qui est pour le moins paradoxal venant de ceux qui s'érigent en défenseurs de la liberté d'expression, sans limites ni frontières. Ainsi nous serions responsables des morts de ce mois de janvier ? Que faut-il dire alors des intellectuels et des journaux qui ont soutenu l'intervention américaine de 2003 en Irak, qui a provoqué des dizaines de milliers de morts ?

Au-delà de ces polémiques s'ouvrent deux types de questions qui méritent une discussion approfondie. D'abord, existe-t-il un rapport entre la politique que mènent les pays occidentaux et la montée de groupes extrémistes et fanatiques ? Ensuite, quelle est la réalité de l'islamophobie en France et pourquoi faut-il la combattre ?

Aucun programme politique uni

Rappelons un fait simple. En 2003, quand les Etats-Unis envahissaient l'Irak, Al-Qaida n'existait pas dans ce pays et était en recul partout ; elle ne disposait d'aucune base territoriale. Vingt ans après le déclenchement de « la guerre contre le terrorisme », l'organisation de l'Etat islamique (EI) contrôle désormais un large territoire en Irak et en Syrie.

La coalition mise en place contre l'EI à l'été 2014 ne présente aucun programme politique uni, mais multiplie les bombardements. Plusieurs recherches ont confirmé que l'utilisation sur large échelle de drones au Pakistan, au Yémen et en Somalie créait de nouvelles générations de combattants extrémistes. Enfin, il y a la Palestine ; point besoin d'être un extrémiste pour penser, comme le secrétaire d'Etat américain John Kerry ou le général David Petraeus, que la poursuite du drame palestinien nourrit l'idéologie des groupes les plus extrémistes. Et, pourtant, on laisse faire l'occupant israélien et Benjamin Nétanyahou défile à Paris pour... *Charlie Hebdo*.

L'autre débat porte sur l'existence et l'ampleur de l'islamophobie en France (et plus largement en Europe). Avant

même l'attaque contre *Charlie Hebdo*, on assistait à la multiplication d'actes islamophobes ; ceux-ci se sont accrus depuis. C'était le sens de la réunion internationale du 13 décembre 2014 à Paris (et simultanément à Londres, Amsterdam et Bruxelles).

Elle se tenait à un moment où le concept d'islamophobie a fini par s'imposer, comme le soulignait le dernier rapport du Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Que signifie-t-il ? L'accusation d'islamophobie ne vise pas ceux qui critiquent la religion, mais ceux qui attribuent aux musulmans une « identité » qui découlerait du Coran, qui en font un groupe homogène et porteur d'un projet cohérent visant nos institutions, nos valeurs.

Héritage de la laïcité

Au rebours de cette analyse, nous nous inscrivons dans l'héritage de la laïcité telle qu'elle a été définie par les députés qui ont voté la loi de 1905, une séparation des Eglises et de l'Etat, une neutralité de l'Etat (et non pas des citoyens), le droit de chacun d'affirmer sa religion dans l'espace privé ou public. Ce dont nous avons discuté en décembre, c'est du droit des mères à accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires, des réponses féministes à l'islamophobie, du droit de jeunes filles pratiquantes et voilées à fréquenter l'école publique, des droits des musulmans à exister comme sujets politiques et à manifester, y compris pour la Palestine, de leur « droit au travail et leurs droits au travail », des contrôles au faciès et du rôle de la police.

Pourquoi combattre l'islamophobie ? Parce que cet engagement offre une analyse rationnelle à une jeunesse qui ne comprend pas pourquoi on la déteste et qui finit par raisonner en termes de « choc des civilisations ». Cette lutte ne met pas le peuple français aux prises avec les musulmans, mais des forces politiques progressistes avec des forces réactionnaires.

Plus nombreux seront les antiracistes qui se joignent à ces mobilisations, plus il sera clair que nous ne sommes pas engagés dans un conflit identitaire, religieux ou culturel mais politique. Nous produisons un espoir face à tous les fabricants de désespoir. Nous mettons en garde, avec l'Union Juive Française pour la Paix, contre l'essentialisation des juifs [1] et insistons sur le caractère politique, colonial et non confessionnel du conflit israélo-palestinien.

Nous ne défendons pas les musulmans, mais l'avenir de la société française dans sa diversité. Nous représentons un espoir que nos détracteurs risquent de détruire. L'essentiel est d'assurer l'égalité entre tous. « *L'égalité ou rien* », proclamait l'intellectuel américano-palestinien Edward Said.

Cette tribune est l'oeuvre d'un collectif : **Saïd Bouamama**, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires ; **Houria Bouteldja**, membre du Parti des indigènes de la République ; **Ismahane Chouder**, coprésidente du collectif féministe pour l'égalité ; **Alain Gresh**, journaliste ; **Michèle Sibony**, porte-parole de l'Union Juive Française pour la Paix, **Denis Sieffert**, directeur de Politis.

[1] NDLR : lire sur notre dernier communiqué ["Le piège tendu aux Juifs de France"](#)